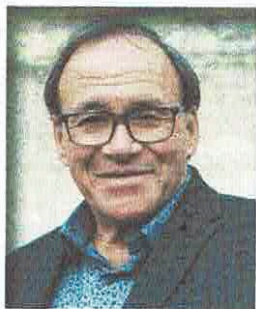


# Inclure les élus locaux, inventer de nouvelles formes de médiation

- YVES CHARPAK -

Dans la réflexion sur les relations Science Société, on sous-estime toujours les besoins de connaissances et la qualité des questionnements concrets mais profonds venant de la société. Et on ne reconnaît pas assez le rôle que la science (des scientifiques) pourrait jouer pour répondre et à ces besoins et à ces questionnements précis, particuliers, si elle savait rentrer dans cette relation spécifique, de recherches-participatives. Or pour cela il faut développer une forme originale de médiation ! Yves Charpak, comme élu local et de par son passé de chercheur en santé publique son rôle dans l'ESPT et dans la Fondation Charpak est admirablement placé pour l'exprimer !



**Yves Charpak**

Médecin de Santé Publique, Epidémiologiste, Evalueur  
Président de la Fondation Charpak, l'esprit des sciences, abritée par la Fondation de France  
Élu à Larchant (77760) et Membre du bureau de ESPT (Elus, Santé Publique et Territoires)

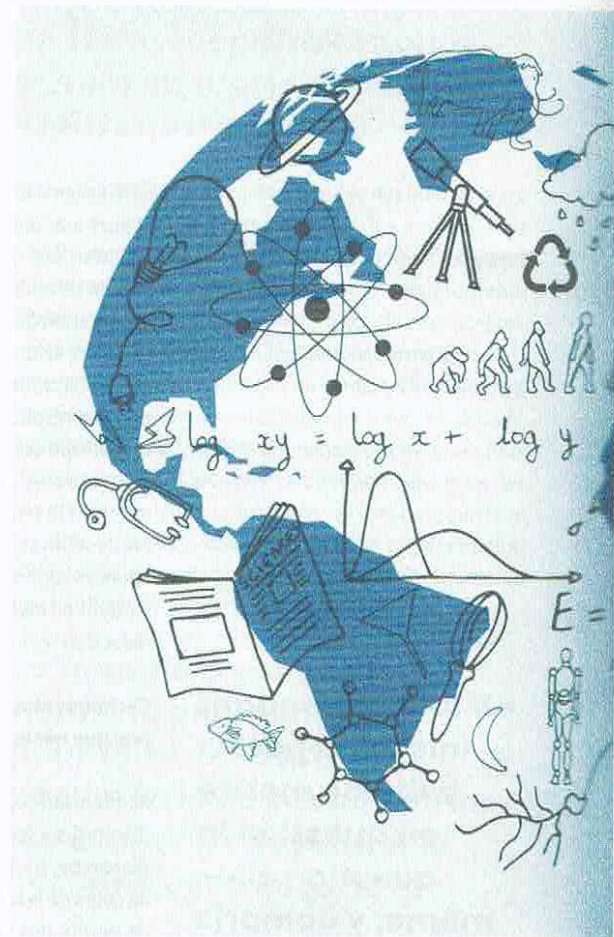
Évoquer les recherches actions participatives, c'est bien sûr penser « citoyens », et associations de citoyens, qui s'engagent pour contribuer à la connaissance scientifique, celle qui est en toile de fond des grands enjeux de nos sociétés: climat, risque environnemental et industriel, santé, énergie, alimentation...

On l'associe souvent aussi à la notion de démocratie « directe ».

Il y aurait ainsi un mécanisme de démocratie de la connaissance à mettre en place, pour que les décisions soient plus adaptées aux attentes et besoins des citoyens, en s'appuyant sur une connaissance scientifique de référence qui soit au-delà, meilleure, plus pertinente, que ce que produisent en routine les recherches « officielles ».

Cette démarche rejoint l'objet de notre « Fondation Charpak, l'esprit des sciences » : amener plus d'esprit des sciences, de connaissance scientifique, à s'intégrer dans une culture générale des citoyens comme une valeur essentielle.

Mais on pense peu en général dans cette soif de participation citoyenne à l'interface, à l'articulation avec les ces citoyens un peu particuliers, pas perçus comme des professionnels (d'ailleurs beaucoup ne sont pas rémunérés) qui font vivre et pilotent les instances de la démocratie représentative de base et de ses institutions: les élus locaux.



Il y a plus de 500 000 élus locaux dans notre pays. Élus par les citoyens, directement issus de communautés locales plus ou moins étendues. Et auxquels on pense peu quand on parle de participation des citoyens. Ils sont dans une posture compliquée: simples citoyens, candidats à des élections, ils deviennent lorsqu'ils sont élus porteurs d'une position à l'interface des citoyens sur les enjeux des territoires où ils exercent leur activité. À minima dans un rôle d'animateurs locaux des débats, de médiateurs de controverses vers qui les citoyens se tournent pour exiger des explications, de « responsable

